

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 15 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRIS Recyclage Valorisation**

Zone de Belleville - Route de Belleville  
Saint Pierre Montlimart  
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : EC-2024-57-INSP-TRIS-Montrevault-sur-Evre-RAP  
Code AIOT : 0006303445

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement TRIS Recyclage Valorisation implanté Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du dernier arrêté préfectoral d'exploiter du 17/03/2022, et notamment la mise en place de systèmes de détection et d'extinction incendie automatique au niveau du broyeur de déchets dangereux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIS Recyclage Valorisation
- Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis 2004, La société TRIS est spécialisée dans le transit, regroupement et démantèlement des DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques) et de déchets non dangereux.

Suite à son rachat en 2019, elle est devenue une filiale du groupe RD SAS spécialisée dans le traitement de déchets dangereux.

Les activités historiques de traitement des matériels informatiques ont été renforcées avec des activités de transit, regroupement et traitement d'autres déchets dangereux issus des activités industrielles.

Le site est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral consolidé en date du 17 mars 2022.

En 2023, 1 402 tonnes de déchets ont été réceptionnées sur le site. Le nombre d'employés est de 15.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2024 PFAS
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois
14	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
15	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.6.2	Demande d'action corrective	4 mois
16	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.2	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.2.3	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.2	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
9	Exigences pour le prélèvement:	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
12	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1 et 2.4.2	Sans objet
13	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que :

- L'ensemble du site est propre et les indications affichées (consignes, nom des matériaux, etc...) sont claires et lisibles.
- La disponibilité du réseau d'incendie n'est pas optimale le jour de la visite (débroussaillage à faire, poteau non-opérationnel, clôture extérieure éventrée).
- L'extinction automatique liée au broyeur de déchets dangereux n'est pas opérationnelle, l'exploitant a mis en œuvre une alternative en attendant la mise en place de l'extinction automatique, il restera néanmoins à mettre à jour l'étude de dangers, du fait notamment de la modification du lieu des zones de stockage de petits appareils en mélange (PAM), par rapport au plan initial.
- L'exploitant déclare ne pas connaître l'existence du registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).
- Les plans du site ne sont pas à jour en ce qui concerne les zones de stockage de déchets (nord et nord-est des installations).

Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- Transmettre sous 3 mois ,les résultats de la campagne de rejets atmosphériques;
- Mettre en place le système d'extinction automatique au niveau du broyeur de déchets dangereux au plus tard le 30 juin 2024 ;

- Mettre à jour l'étude de dangers avant le 30/06/2024 afin de prendre en compte le positionnement de la nouvelle zone de stockage des PAM;
- Mettre à jour les plans des installations à l'occasion de la mise à jour de l'étude de dangers;
- Transmettre dès réception les résultats des campagnes de recherche des PFAS;
- Ajouter les 8 PFAS mentionnés au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans le programme de chaque campagne ;
- Justifier sous 1 mois que l'organisme qui réalise les analyses, soit accrédité ;
- Créer le compte RNDTS sous 1 mois;
- S'assurer de la disponibilité des poteaux incendie n°10106 et 10121 sous 3 mois;

#### Constat hors point de contrôle :

L'inspection a également constaté lors de la visite d'inspection que le talus extérieur attenant aux zones de stockage de déchets en attente de tri (PAM) était couvert de ronces envahissantes, et que la clôture au coin nord du site est totalement éventrée.

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de remédier à cette situation au plus vite en :

- Débroussaillant le talus pour éviter la propagation d'un incendie aux alvéoles de stockage de déchets en cas de feu de broussailles;
- Réparant la clôture pour éviter toute intrusion, celle-ci étant rendue plus difficile de part la présence des ronces.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Broyage de déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets atmosphériques du broyeur de déchets d'emballages souillés sont canalisés et traités (filtre à poussières - laveur de gaz). Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes : Poussières : 5 mg/Nm <sup>3</sup> COVT : 30 mg/Nm <sup>3</sup> . Les unités de déshydratation et de séchage de boues ne génèrent pas de rejets atmosphériques.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le système de canalisation et filtration des poussières et des COV a été commandé le 11 juillet 2023 puis installé en novembre 2023 (facture du 22 novembre 2023).</li> <li>• Une prestation de contrôle des rejets atmosphériques a été conclue avec l'APAVE le 21 novembre 2023.</li> <li>• Ce contrôle n'a pas encore été réalisé à la date de l'inspection.</li> <li>• La commande en a été faite par un bon de commande (n°2024/00028) en date du 8 février 2024 auprès de l'APAVE.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques du broyeur doit être réalisée dans l'année qui suit la mise en service du broyeur, soit d'ici mai 2024. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de la

1 <sup>ère</sup> campagne dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Protection des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de surveillance des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en oeuvre en cas de constat d'anomalies, la surveillance est effectuée tous les ans à raison de deux mesures (en période de basses eaux et hautes eaux).</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation.</p> <p>Les analyses réalisées sur chaque prélèvement portent à minima sur les métaux listés à l'article 4.2.8, les hydrocarbures totaux (HCT), HAP, BTEX, COHV. Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires sur d'éventuelles anomalies..../...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le piézomètre PZ3 a été refait (facture du 7 septembre 2023).</li> <li>• Les analyses d'eaux souterraines ont été réalisées le 23 novembre 2023 sur l'ensemble des trois piézomètres.</li> <li>• Le rapport d'essais a été transmis à l'inspection des installations classées, par message en date du 12 février 2024.</li> <li>• Il est à noter que pour l'analyse des HAP et des hydrocarbures volatils, les délais de mise en analyse sont supérieurs à ceux indiqués dans la dernière étude de stabilité du laboratoire ou aux délais normatifs et donnent lieu à des réserves sur les résultats, avec retrait de l'accréditation. Les résultats ne sont donc pas couverts par l'accréditation du sous-traitant de l'Apave.</li> </ul> <p>Les résultats de la campagne du 23 novembre 2023 ne mettent pas en exergue un impact de l'activité du site entre l'amont hydraulique (Pz1) et l'aval hydraulique du site (Pz2 et Pz3), hormis sur la valeur de la conductivité :</p> <p>Pz1 : 286 µS/cm  Pz2 : 297 µS/cm  Pz3 : 1 658 µS/cm</p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter une attention</p>



particulière sur le suivi de l'évolution de la conductivité entre l'amont et l'aval hydraulique. L'inspection demande également de s'assurer que les délais de mise en analyses des prélèvements des piézomètres soient conformes à ceux indiqués dans l'étude de stabilité réalisée par le laboratoire pour garantir des résultats couverts par une accréditation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Prévention des risques technologiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, maîtrise des zones d'effets en cas de sinistre

**Prescription contrôlée :**

.../... Un mur coupe REI 120 d'une hauteur de 3,20 m est mis en place en limite de propriété sur la façade Est le long des alvéoles de stockage afin de confiner les effets létaux en cas d'incendie.

**Constats :**

- L'inspection des installations classées constate que l'entreprise ayant fourni les blocs béton affirme dans un message qu'ils sont coupe feu 2 heures, sans aucun argument.
- Par message en date du 12 février 2024, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées la fiche technique intitulée "Comportement au feu du béton", fournie par la société Courant-Anjou béton.

Cette fiche indique que les blocs béton fournis répondent aux critères de l'Eurocode 2 « calcul des structures en béton » et « comportement au feu » (référence NF EN 1992-1-2).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

.../... Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- la conclusion du certificat Q18 en date du 8 juin 2023 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion;
- que cela est dû à l'absence de dispositif de protection contre les surintensités de l'interrupteur du coffret PC (balance);
- un dispositif de protection contre les surintensités a été posé pour protéger l'interrupteur du coffret PC (balance) (Factures des 21/8/2023;24/11/2023 et 30/12/2023).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> ... /... Le broyeur de déchets solides souillés est équipé d'un système de détection incendie associée à une extinction automatique (canon à poudre). .../...
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le système d'extinction automatique prévu à l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 n'est pas opérationnel. L'exploitant en a tenu informé l'inspection des installations classées (courrier du 29 septembre 2023) et a proposé des mesures palliatives. Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant a installé 4 caméras thermiques asservies à une température de déclenchement de 80 °C;</li><li>• L'exploitant a également mis en place 9 caméras classiques de lever de doute;</li><li>• Ces caméras sont raccordées à une vidéosurveillance dans le bureau d'exploitation;</li><li>• Une alarme et un gyrophare se déclenchent dès que la température dépasse une valeur de consigne (80°C) et met en plein écran l'image de la caméra incriminée;</li><li>• L'alarme incendie et les caméras sont connectées aux téléphones de 2 dirigeants et du responsable de la plateforme pendant les heures d'ouvertures, et en dehors;</li><li>• Une entreprise de surveillance assure l'alerte intrusion et le déclenchement incendie en dehors des heures d'ouverture;</li><li>• 5 salariés ont été formés en tant qu'équipiers de 1<sup>ère</sup> intervention en cas d'incendie le 10 novembre 2023;</li><li>• Il est prévu sur le tableau de bord de suivi des formations, fourni par l'exploitant, que 5 autres salariés suivent cette formation en avril 2024;</li><li>• Les consignes en cas d'incendie sont affichées et sont présentées à tout salarié lors de son embauche;</li><li>• Un exercice de situation d'urgence avec déclenchement de l'alarme incendie a été organisé le 5 juin 2023;</li><li>• Un compte rendu en a été tiré et transmis à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.</li></ul>
 En outre, l'exploitant déclare que les moyens organisationnels suivant sont mis en œuvre : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le broyeur de déchets dangereux ne fonctionne qu'en présence d'un salarié;</li><li>• Le broyeur est vide à chaque fin de période (fin de journée, fin de semaine);</li><li>• Une caméra filme l'intérieur du broyeur à cet effet.</li></ul> Par message en date du 12 février 2024 l'exploitant déclare qu'il va faire chiffrer l'installation de l'extinction automatique au niveau du broyeur de déchets dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu des moyens de lutte contre les incendies mis en place, de la volonté de l'exploitant d'installer le dispositif d'extinction automatique, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, avant le 30 juin 2024, de mettre en place ce dispositif en vue d'assurer la sécurité incendie au niveau du broyeur de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 4 mois
---------------------------------------

**N° 6 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Compte tenu de l'activité de l'exploitant de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux, la liste des PFAS retenus est celle de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'exploitant a transmis un devis de l'Apave du 26/10/2023 pour la réalisation de trois campagnes de prélèvements et d'analyses de PFAS sur le point de rejet d'eau résiduaire dans le milieu naturel. Les 20 PFAS visés sont ceux de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (article 3, 2°).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre les résultats de recherche des PFAS dès réception ;
- ajouter les 8 PFAS mentionnés au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans le programme de chaque campagne.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare qu'un premier prélèvement des eaux de rejets a été réalisé le 20/01/2024. La 2 <sup>ème</sup> campagne a été programmée le 08/02/2024. L'Apave, prestataire du prélèvement est accrédité par le COFRAC pour l'échantillonnage des eaux résiduelles en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-523-2.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ justifier que l'organisme qui réalise les analyses, soit accrédité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Exigences pour les prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

L'offre commerciale de l'Apave indique que les prélèvements consistent à mélanger 2 échantillons ponctuels espacés d'une demi-heure. En effet, le bassin de rétention ne dispose pas de point de rejet vers le milieu naturel. Ce bassin récupère les eaux de ruissellement du site après passage par un déshuileur/débourbeur, et doit également servir de bassin de récupération des eaux d'extinction d'incendie. Aussi, l'exploitant réalise une analyse des eaux de bassin dès l'atteinte des 150 m<sup>3</sup> d'eau, et en cas de conformité, pompe l'eau et la rejette vers le milieu naturel.

Aussi, l'Apave indique que le prélèvement ne sera pas rendu sous accréditation.

**Type de suites proposées : Sans suite****Observation :**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que les prélèvements ponctuels des eaux du bassin ne seront pas rendus sous accréditation (sur la base de l'offre de l'Apave), car il est impossible de faire un échantillonnage sous 24 h.

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer pourquoi les prélèvements ne seront pas rendus sous accréditation.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la méthode d'échantillonnage à utiliser est détaillée dans le guide échantillonnage de l'Inéris de février 2022 en page 13 à l'adresse :

<https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/>

Guide\_echantillonnage\_substances\_eau\_ICPE\_VF\_02\_2022.pdf

Notamment, le guide indique : « *"Pour les rejets ponctuels ou discontinus [...], l'échantillonnage devra être réalisé : [...] de façon ponctuelle pendant la durée de la vidange, si la sortie ne permet pas d'installer un échantillonneur automatique selon les bonnes pratiques, ou si le temps de vidange est de courte durée (30 minutes à 3 heures). Il conviendra de réaliser plusieurs prises d'échantillons réparties sur la durée de vidange (a minima 5 échantillons)"* »

**N° 10 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

**Constats :**

L'exploitant déclare utiliser exclusivement l'outil Trackdéchets pour la gestion des déchets dangereux entrants/sortants.

L'exploitant a été en mesure, le jour de l'inspection, de faire une extraction des déchets sortants en janvier 2024. Il a également imprimé un BSD d'une expédition du 05/02/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

**Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné

à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas connaître l'existence du registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation d'enregistrer les données de traçabilité relatives aux déchets dangereux et déchets contaminés aux polluants organiques persistants (POP) via le registre national. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de créer son compte RNDTS sous 1 mois. .
<b>Observation :</b>  L'inspection indique à l'exploitant que la transmission des données au système de gestion pour l'élaboration des bordereaux de suivi de déchets dangereux (Trackdéchets) vaut transmission au registre national des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1 et 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Personne compétente/Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.4.1 Personne compétente L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.  2.4.2 Formation du personnel Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant s'assure de la formation du personnel, y compris des intervenants extérieurs, à la connaissance des risques, des moyens d'intervention et des consignes. Cette formation initiale, adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement et des postes occupés, est entretenue.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un responsable d'exploitation est clairement nommé et équipé d'un téléphone pour recevoir les alertes des caméras thermiques et de levée de doute;</li> <li>• Un plan de formation existe pour l'ensemble des salariés et est à jour;</li> <li>• Un exercice incendie a été organisé le 5/06/2023, un compte rendu en a été tiré;</li> <li>• Un accueil QSE est organisé pour chaque nouvel arrivant, avec présentation du livret de consignes.</li> <li>• Les zones ATEX sont identifiées (2 zones, pompage liquide inflammable et intérieur du</li> </ul>

broyeur de déchets dangereux).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement comme pendant les phases transitoires (démarrages, arrêts, entretiens, modifications, essais...) ainsi que les modalités d'application des prescriptions de cet arrêté.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant rédige des consignes de sécurités qui précisent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux,...) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident dont l'évacuation du personnel ou l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu récepteur ;</li> <li>- les moyens d'intervention à mettre en œuvre selon le sinistre ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention, des services d'incendie et de secours ...</li> </ul> <p>Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un accueil QSE est organisé pour chaque nouvel arrivant;</li> <li>• Les consignes d'utilisation du broyeur de déchets dangereux sont clairement affichées au poste de travail.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après:</p> <p>.../...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque partie des installations;</li> <li>- deux poteaux incendie (PI n°10106 et PI n°10121) situés à moins de 100 m du site, protégés contre le gel.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure périodiquement de la disponibilité du réseau d'incendie. En particulier, il</p>



s'assure que les poteaux d'incendie ont un débit total en simultanée de 150 m<sup>3</sup>/h.  
Il s'assure auprès du gestionnaire du réseau que le poteau d'incendie n°10106 de débit de 120 m<sup>3</sup>/h à 12 bars de pression dispose d'un réducteur de pression afin que la pression dynamique ne dépasse pas 8 bars.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté que :

- Le poteau d'incendie situé en bordure de l'installation (route de Belleville) n'est pas opérationnel, sa vanne d'ouverture étant manifestement tordue et coincée;
- Un 2<sup>nd</sup> poteau incendie est disponible à une centaine de mètres de l'entrée des installations.

Pour justifier la disponibilité du réseau d'incendie l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées :

- Un plan de situation des poteaux incendie n°10078 et n°10124 qui indique que les poteaux sont situés à plus de 600 m du site;
- Un rapport de contrôle du poteau incendie n°10078 situé en face du contrôle technique côté jardinerie Le Planty;
- Un rapport de contrôle du poteau incendie n°10124 situé en face de la maison médicale.

L'inspection des installations classées constate que ces poteaux ne sont pas ceux indiqués précisément à l'article 7.6.3 de l'arrêté n°67 du 17 mars 2022, soit les n°10106 et n°10121.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois, de :

- S'assurer de la disponibilité des poteaux d'incendie n°10106 et n°10121 auprès du gestionnaire du réseau;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 15 : Etude de dangers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ajout d'une zone de stockage de PAM (petits appareils en mélange)

**Prescription contrôlée :**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater l'ajout d'une zone de stockage de PAM à l'extérieur

des bâtiments, constituée de plusieurs alvéoles. Ces zones de stockage n'étaient pas prévues dans le dossier de demande d'autorisation de 2020.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu du risque d'incendie inhérent à ce stockage de PAM, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers avant le 30 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Plan de localisation des stockages

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour, un état des stocks hebdomadaire présents dans l'installation par catégorie de déchets. Cet état des stocks est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages.

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater l'ajout d'une zone de stockage de PAM à l'extérieur du site, constituée de plusieurs alvéoles. Ces zones de stockage n'étaient pas prévues dans le dossier de demande d'autorisation de 2020.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour le plan de localisation des stockages avant le 30 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois